



Fiche de lecture : Françoise Vergès, *Le ventre des femmes*, Albin Michel, 2017 par Cécile Guignard

« Dans ce livre, je ne propose pas une description de la « condition des femmes » en postcolonie ; mon propos est bien plutôt de comprendre pourquoi le scandale des avortements forcés en outre-mer n'a pas été au centre des luttes du Mouvement de libération des femmes (MLF) autour de la contraception et de l'avortement ; pourquoi ce mouvement si radical, qui a mené des luttes antiracistes, anticapitalistes et anti-impérialistes, n'a pas perçu ce que ce scandale révélait de l'existence d'un patriarcat d'Etat racial dans la République [...] » (p.22)

Présentation de l'ouvrage et de l'autrice

Présidente de l'association « Décoloniser les Arts » et autrice de nombreux ouvrages sur le féminisme et l'esclavage colonial, Françoise Vergès est une politologue décoloniale féministe. Née en France en 1952 d'une mère zorey¹ et d'un père réunionnais, elle passe son enfance à la Réunion où ses parents sont engagés au sein du Parti Communiste Réunionnais, puis obtient son baccalauréat en Algérie. Ce cadre a marqué son engagement politique, très à gauche, et sa conscience forte des questions anti-racistes et anticoloniales. Paru en 2017, *Le ventre des femmes* est l'avant-dernier ouvrage de cette autrice prolifique, figure majeure des études décoloniales. Vergès était titulaire de la Chaire « Global South(s) » au Collège d'études mondiales quand elle a écrit *Le ventre des femmes*. Elle a depuis poursuivi son exploration de la place particulière des femmes dans la matrice décoloniale avec *Un féminisme décolonial*, paru en 2019 aux éditions de La Fabrique².

Le ventre des femmes s'intéresse, à partir de l'étude de l'affaire des avortements forcés à la Réunion dans les années 1960 et 1970, à la manière dont une politique antinataliste raciste a pu être mise en place et avalisée par l'État français, sans aucune dénonciation de la part des mouvements féministes métropolitains. Ceux-ci, le MLF en tête, s'intéressaient pourtant particulièrement aux droits reproductifs dans les années 1970. L'ouvrage ne se réclame d'aucun ancrage disciplinaire : partant du constat de la méconnaissance générale sur l'histoire des

¹ Habitants de la Réunion venus de métropole et disposant d'un statut social et culturel conséquent, appuyé sur les privilèges (post)coloniaux.

² À ce sujet, voir Guignard, Cécile, « Un féminisme décolonial, Françoise Vergès, La Fabrique, Paris, 2019 » (fiche de lecture), 2020, Institut du Genre en Géopolitique, disponible sur : <https://igg-geo.org/?p=1902>.

« DOM³ » en France (métropolitaine et ultramarine), Vergès multiplie les références à partir d'articles de presse et de rapports publics⁴, afin de dresser un panorama de la situation politique, économique, culturelle et sociale de la Réunion, non seulement dans les années 1960 mais depuis le début de la période esclavagiste (XVII^e).

Grandes thématiques abordées

Vergès développe son propos en sept parties, à travers un argumentaire appuyé sur une analyse historique de la situation. Les grandes thématiques correspondent donc à la structure de l'ouvrage, annoncée par le sous-titre « Capitalisme, racialisation, féminisme ».

Idée 1 : il est urgent de rendre aux opprimé-es la place qu'ils ont occupé dans l'Histoire.

Dans cette introduction, Vergès revient sur les raisons qui l'ont amenée à rédiger ce livre et rappelle ses objectifs. Son livre n'a pas vocation à ajouter un nouveau chapitre à l'Histoire, mais à rendre leur visibilité à certains événements et surtout comprendre le contexte dans lequel des phénomènes d'oppression racistes, classistes et sexistes ont été permis par l'État français et, si ce n'est soutenus, du moins ignorés par l'opinion publique et les mouvements féministes, même radicaux, métropolitains. L'auteur définit également les concepts qui permettent de nommer correctement les enjeux à l'œuvre : racisé·e/racialisé·e, Blanc/Non-Blanc, capitalisme racial, zorey, postcolonialité républicaine, postcolonial, « colonialité du pouvoir⁵ », décolonial⁶.

Idée 2 : le scandale des avortements forcés sur l'île de la Réunion dans les années 1960 doit être compris comme une manifestation d'un système classiste, raciste et sexiste.

Le chapitre 1 présente comme étude de cas l'affaire des avortements et stérilisations forcés pratiqués durant les années 1960 et 1970 sur l'île de la Réunion dans la clinique Saint-Benoît. Ces pratiques, encouragées et avalisées par l'État, n'ont été que peu réprimées (seuls deux coupables ont été

³ L'appellation « DROM-COM », en vigueur depuis 2003, n'est pas celle utilisée par l'auteur. Les DOM dont elle parle dans l'ouvrage sont majoritairement la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe. Pour une classification officielle des territoires ultramarins sous souveraineté française, voir le site de l'Etat : <https://dromcom.com/>.

⁴ Vergès 2017, op. cit., p.23. L'auteur souhaite par là visibiliser le côté public des sources relatives à cette affaire.

⁵ Expression empruntée au sociologue et théoricien politique péruvien Aníbal Quijano.

⁶ L'ensemble des termes est défini pp.17 à 22. On retiendra ici en particulier les termes de « racialisation » (et ses dérivés), catégorie analytique permettant de comprendre des formes particulières d'exclusion liées à des critères physiques ; de « Blanche » pour désigner toute personne ayant accès, par sa couleur de peau, à un capital social, économique et culturel dont sont privés les autres sujets ; on parlera de « postcolonialité » pour l'ordre social ayant succédé à un ordre colonial assumé avant la Seconde Guerre Mondiale (1939-45) ; enfin on qualifiera de « décolonial » tout effort visant à s'opposer à cet ordre postcolonial.

jugés comme tel) et n'ont entraîné aucune réparation pour les femmes victimes de ces violences sexuelles et obstétricales. L'étude précise des plaintes et du jugement montre le mépris de classe et de race à l'œuvre dans le traitement juridique et médiatique de l'affaire, où les puissants restent impunis.

Idée 3 : la France postcoloniale a permis la perdurance d'un système triplement oppressif (genre, race, classe). Vergès dresse un tableau sévère de la situation après-guerre en France : alors que les efforts se concentrent en métropole sur la reconstruction économique et démographique du pays, interdisant tout recourt pour les femmes à la contraception et à l'avortement (élevé au rang de crime d'État passible de peine de mort sous le régime de Vichy⁷), ces pratiques sont autorisées dans les territoires coloniaux puis postcoloniaux. En effet, la démographie y est vue comme la raison principale du sous-développement de ces territoires éloignés, dont l'État français considère toujours qu'ils lui reviennent, tout en opérant un glissement sémantique de la colonialité aux DOM (ce que Vergès appelle « postcolonialité »). Aux côtés de Vergès, on peut toutefois questionner les causes historiques de ce « sous-développement » : favorisation d'une monoculture sucrière, absence de systèmes éducatif et de santé décentes, mise en place d'une dépendance à l'égard de la métropole, entretien d'une vision « paternaliste⁸ » des territoires sous souveraineté française. De même, ce que les cadres métropolitains comme Michel Debré, député de la Réunion de 1973 à 1988⁹, considèrent comme une surnatalité galopante et dangereuse, n'est en réalité que le résultat de politiques démographiques antérieures, profondément ancrées dans le système esclavagiste et colonial : surmortalité des femmes et enfants (qui commence à s'atténuer en 1931 et s'effondre après-guerre)¹⁰, habitude d'un système où les enfants pouvaient disparaître à tout instant pour être employé-es comme esclaves, manque de contraceptifs adaptés et acceptés par la population.

Idée 4 : l'exploitation des capacités reproductrices des femmes noires fait partie intégrante du système colonial, l'affaire des avortements forcés n'en est que la continuation. Vergès montre la mainmise historique des colons capitalistes sur les capacités reproductrices des femmes noires, fournisseuses de main-d'œuvre pour le système esclavagiste négrier (elles portaient et élevaient les futur-es esclaves), et témoigne de l'ancienneté des politiques natalistes racialisées. Cette appropriation du corps des femmes a permis l'essor économique des pays occidentaux, au

⁷ « Loi du 15 février 1942 relative à la répression de l'avortement », d'après la Collection originale de lois et décrets (juillet 1940-septembre 1944) des Archives Nationales.

⁸ Selon les mots d'Aimé Césaire dans sa lettre de démission à Maurice Thorez en 1956. Césaire, Aimé, Lettre à Maurice Thorez, 24.10.1956, disponible sur : <https://lmsi.net/Lettre-a-Maurice-Thorez>.

⁹ Cité à plusieurs reprises, par exemple p.54 : « Le problème n°1, c'est la démographie, le grand mal de ce pays ».

¹⁰ Lopez, Albert, La population réunionnaise : histoire d'une transition démographique, 1995, Expressions, Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) Réunion, pp.27-47. hal-02403820f

premier rang desquels la France. Fondée sur des violences sexuelles et physiques, elle est souvent ignorée au profit d'une dénonciation générale d'un système dont on loue l'abolition comme si elle avait tout résolu.

Idée 5 : les avortements et stérilisations forcés ne sont que l'un des aspects d'une politique démographique oppressive, visant à l'entrée des DOM dans le système capitaliste moderne.

Le chapitre 4, intitulé « L'avenir est ailleurs » d'après un slogan des années 1970, souligne le paradoxe entre l'incitation à l'immigration de la population ultramarine, appelée en France pour effectuer des travaux ingrats (construction, care) et la promotion de la vie insulaire auprès des fonctionnaires métropolitains qui y bénéficiaient ensuite de privilèges postcoloniaux. Vergès revient également sur le rôle des assistantes sociales métropolitaines chargées d'encourager les Réunionnaises à mettre moins d'enfants au monde, ainsi que sur la propagande agressive appelant à la baisse de la natalité (omniprésence d'affiches où le mot « ASSEZ » accompagnait l'image d'une femme entourée de nombreux enfants). L'autrice insiste néanmoins : « le but des politiques de contrôle des naissances n'était pas de contribuer à l'émancipation d'une société qui avait été esclavagiste et coloniale, mais de faciliter l'entrée dans une modernité assimilatrice¹¹ ».

Idée 6 : le manque de considération des féministes françaises s'explique non-seulement par le contexte réunionnais (territoire isolé où les violations de droits humains sont fréquentes) mais également par l'incapacité des féministes françaises à reconnaître ce qu'elles doivent au système colonial. Autrice et militante engagée pour les droits des femmes, Vergès s'interroge tout particulièrement sur la « cécité » (p.167) dont a fait preuve le principal collectif de cette époque, le Mouvement de Libération des Femmes. Radical, antiraciste et anticapitaliste, informé sur les oppressions conjointes¹² dont souffraient les femmes noires aux États-Unis ou racisées en Algérie, ce mouvement n'a pas su se saisir du sujet des avortements forcés dans les DOM. Certes, la situation d'oppression raciale et sexiste, légitimée par des facteurs historiques et politiques, n'attirait pas l'attention. Pourtant, le sujet n'était pas caché : s'il ne faisait pas les gros titres, Vergès montre que plusieurs journaux métropolitains, comme Le Nouvel Observateur ou Le Canard Enchaîné en ont parlé. Au début des années 1970, alors que les droits reproductifs étaient le cheval de bataille principal des féministes françaises¹³, comment expliquer qu'elles n'aient pas témoigné leurs soutiens à leurs compatriotes ultramarines dont les droits humains étaient

¹¹ Vergès 2017, op. cité, p.142.

¹² On parlerait aujourd'hui d'intersectionnalité, d'après le travail de la juriste américaine Kimberlé Crenshaw.

¹³ 1971 : Manifeste des 343 ; 1973 : procès de Bobigny ; 1975 : adoption de la loi du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse, dite loi Veil.

violés ?¹⁴ Vergès insiste sur cette cécité qui leur a permis de ne pas remettre en question les fondements d'un ordre économique sur lequel s'appuyait le développement de la France.

En conclusion, l'auteur appelle à s'approprier cet héritage et à questionner les fondements classistes et racistes de la société française. Loin d'un universel féministe, elle plaide, dans la lignée de l'historien indien Dipesh Chakrabarty, pour une provincialisation¹⁵ du féminisme.

Analyse critique

Il faut prendre ce livre comme un rappel que l'imbrication des dominations n'est pas spécifique à la Réunion des années 1960. Dans le contexte d'alors, l'imbrication du racisme (domination de la métropole sur les DOM, mépris pour les non-Blancs jugés inférieurs), du classisme (les « Pti-Blan » sont incités à l'exil de peuplement à Madagascar) et du sexisme (les femmes ne sont envisagées que dans leur dimension procréatrice) contribue à la formation d'une société profondément discriminatoire, détachée et isolée du territoire métropolitain, et dans laquelle de nombreuses exactions sont possibles. Ce qui explique la relative impunité dans laquelle se sont déroulés ces avortements et stérilisations forcés, mutilations sexuelles qui seraient aujourd'hui passibles de 10 ans de prison et de 150 000€ d'amende¹⁶. Mais en 2017, la situation n'a pas nécessairement beaucoup évolué. Au-delà du devoir de mémoire, auquel Françoise Vergès souscrit en nommant les victimes de ces discriminations, c'est la société française actuelle, et en particulier les mouvements féministes, qu'elle souhaite interroger. Quels enseignements a-t-on tirés de cette expérience ? On peut se poser la question quand on voit les inégalités de traitement qui subsistent entre les habitant·es, par exemple, de Mayotte et de France métropolitaine. P. Glénat et C. Lesdos-Cauhapé rapportaient ainsi que 77% de la population

¹⁴ Les avortements et stérilisations forcés ne constituent pas les seules violations des droits humains des populations ultramarines de cette époque : les déportations d'enfants en territoires ruraux métropolitains, dans une « logique de rupture avec la famille » jugée incapable de les élever (p.161), est un autre scandale des années 1960 à 1980.

¹⁵ Partant du constat d'une hégémonie intellectuelle de l'Europe sur les sciences sociales, Chakrabarty propose de s'en affranchir et de reconnaître que les concepts forgés en Europe ne sont pas pertinents pour expliquer certaines situations ailleurs (ici, l'Inde). Vergès propose de la même manière d'abandonner les outils conceptuels du féminisme blanc européen au profit de concepts décoloniaux, adaptés aux problématiques intersectionnelles qu'elle étudie.

¹⁶ Gouvernement français, « Mutilations sexuelles féminines », 2020, <https://arretonslesviolences.gouv.fr/>.

mahoraise vivait sous le seuil de pauvreté en 2018¹⁷ (contre 14% en France métropolitaine), une situation en constante aggravation depuis 2011¹⁸.

De la même manière, le « capitalisme racial » reste actuel. La dimension économique des discriminations est la manifestation de ce que Vergès nomme le « capitalisme racial », une forme d'organisation économique qui s'appuie sur une division du travail où l'exploitation des personnes racisées permet l'enrichissement des Blancs. Tristement mis en place avec le système esclavagiste, ce capitalisme racial s'est poursuivi avec les avortements forcés qui, pris en charge par la Sécurité Sociale, ont permis un enrichissement conséquent des médecins les pratiquant. Il est encore à l'œuvre avec l'appel à la population ultramarine pour peupler des terres arides (à Madagascar par exemple¹⁹) ou venir occuper des postes ingrats en métropole²⁰. Aujourd'hui encore, on peut s'interroger sur cette division racialisée du travail en métropole. En 2004, Claude-Valentin Marie et Jean-Louis Rallu notaient ainsi : « pour atteindre des taux d'emploi proches des Métropolitains, les natifs des DOM diplômés de l'université doivent souvent accepter des emplois de niveau inférieur à leur qualification²¹ ».

L'idée que l'aveuglement des mouvements féministes métropolitains soit dû à leur incapacité à reconnaître leur héritage colonial et les privilèges de leur blancheur est de plus en plus reconnu. Le travail de nombreuses intellectuelles, dont Françoise Vergès, a permis de montrer que c'est par la comparaison aux esclaves que les féministes blanches ont pu construire un argumentaire pour s'émanciper progressivement de la domination des hommes, oubliant leurs adelphe·es non-Blanch·es. Cela s'exprime aujourd'hui par les critiques portées à l'Hymne des femmes, dont deux vers sont jugés racistes²². Pourtant, cela n'a longtemps pas été le cas : ainsi, malgré l'engagement de grandes figures du féminisme comme Gisèle Halimi et Simone de Beauvoir (Vergès revient longuement sur l'affaire Boupacha²³ dans son ouvrage), les fondements raciaux du patriarcat et les inégalités vécues par les femmes des Suds n'ont pas été questionnées,

¹⁷ Glénat, P. et C. Lesdos-Cauhapé, « Une pauvreté marquée dans les DOM, notamment en Guyane et à Mayotte », juillet 2020, Insee Premières, n°1804, disponible sur : <http://www.epsilon.insee.fr/>.

¹⁸ Boé, Julie, « Revenus et pauvreté à Mayotte en 2018. Les inégalités de niveau de vie se sont creusées », juillet 2020, Insee Analyses, n°25, disponible sur : <http://www.epsilon.insee.fr/>.

¹⁹ Voir p.143.

²⁰ Le BUMIDOM, Bureau des migrations des départements d'outre-mer, est inventé à cet effet en 1947.

²¹ Marie, Claude-Valentin et Jean-Louis Rallu, « Migrations croisées entre DOM et Métropole : l'emploi comme moteur de la migration », 2004, Espace, populations, sociétés, 2004-2, pp.237-252.

²² Mouvement de Libération des Femmes (MLF), Hymne des femmes, 1971, disponible sur : <http://bcd.bzh/>.

²³ L'exemple, amplement détaillé (pp.170-180), revient sur le traitement médiatique de l'affaire et ce qu'il montre de l'acceptation du racisme d'État et de la difficulté (impossibilité) de faire reconnaître des violences sexuelles.

au nom d'un féminisme blanc vécu comme universel. Cela change progressivement. La philosophe Elsa Dorlin, autrice de *Black feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, revendique la nécessaire revalorisation de la multiplicité des courants féministes à l'œuvre et s'interroge sur l'absence d'une réflexion comparable au black feminism américain dans un pays au lourd passé colonial comme la France²⁴. De la même manière, Zahra Ali²⁵ porte ses questions dans son travail sur les féministes en Islam et s'enthousiasme pour *Le Ventre des femmes* dont elle pense qu'il « fera date et comble un manque énorme dans la littérature francophone si limitée sur les questions de colonialité ainsi que sur les liens entre féminisme, genre, capitalisme et racialisation²⁶ ».

Il convient d'avoir conscience de la partialité assumée du propos de l'autrice, ce qui n'enlève pas forcément à sa véracité. Le sous-titre « Capitalisme, racialisation, féminisme » explicite clairement l'orientation politique de son propos, avec des termes précis, spécifiques et généralement utilisés par les intellectuel·les et militant·es de gauche. Si Vergès consacre une partie de son introduction à leur définition, elle ne traduit pas les extraits d'entretiens en créole réunionnais rapportés dans les articles de presse²⁷. De la même manière, les références académiques de Vergès appartiennent pour beaucoup au champ des études décoloniales et subalternes²⁸. Si cela oriente indéniablement son discours, le sujet traité l'impliquait nécessairement. Par ailleurs, l'autrice cite abondamment les actions du parti communiste, dont son père a fondé et dirigé l'émanation réunionnaise, ainsi que le journal communiste *Témoignages* (dirigé tour à tour par son grand-père, son père et son frère). Ce caractère partial constitue le principal reproche que lui ont fait ses détracteur·ices. Michelle Zancarini-Fournel, spécialiste de l'histoire du féminisme, s'oppose ainsi violemment aux accusations de cécité portées contre le MLF. Elle exhume plusieurs textes des années 1970 traitant du sujet dans les milieux féministes français, allant jusqu'à dire de *Le Ventre des femmes* qu'il « se situe dans le domaine des "vérités relatives" qui ne font pas bon ménage avec la méthode historique²⁹ ».

²⁴ Dorlin, Elsa, *Black feminism : Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, 2008, éd. L'Harmattan.

²⁵ Sociologue française, autrice de *Féminismes islamiques*, 2012 (2^e éd. 2020), La Fabrique.

²⁶ Ali, Zahra, « Françoise Vergès, *Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme* », *Lectures [Online]*, Reviews, Online since 27 September 2017.

²⁷ Vergès 2017, op. cité, p.23 : « langue vivante, parlée par la majorité des Réunionnais et utilisée quotidiennement dans un territoire de la République. Elle a donc droit de cité, au même titre que la langue française ».

²⁸ Courant académique fondé par l'historien indien Ranajit Guha, et qui consiste en une manière d'interroger l'histoire et plus largement les sciences sociales en les appréhendant « par le bas » (intérêt pour la parole et les actes des groupes dit « subalternes »).

²⁹ Zancarini-Fournel, Michelle, « Françoise VERGÈS, *Le Ventre des femmes : capitalisme, racialisation, féminisme* », 2019, *Clio*, no 50, rubrique « Clio a lu ».

Conclusion

Vergès livre un texte dont la partialité et l'engagement idéologique sont assumés, au risque de ne pas toujours servir son propos. Partant d'un exemple précis, le cas des avortements et stérilisations forcés sur l'île de la Réunion dans les 1960-1970, elle montre d'une part en quoi les politiques racistes de l'État français postcolonial ont permis la mise en place d'un système capitaliste racial et la relative impunité des criminels. D'autre part, elle situe l'oppression des femmes réunionnaises dans un contexte historique d'appropriation du ventre des femmes noires qui a permis le développement économique et politique de l'Empire français (traite négrière), ce qui explique le silence des mouvements féministes métropolitains sur le sujet : ignorantes de leur blancheur et aveugles aux fondements raciaux du capitalisme d'État, les féministes métropolitaines ont préféré se concentrer à la même époque sur un objectif opposé, le droit à l'avortement pour toutes, là où un appel au respect des droits reproductifs de chacune aurait permis la défense de toutes les Françaises.

Le ventre des femmes est un livre important, étudié par de nombreuses autrices comme Sara Petrella³⁰ ou Zahra Ali³¹. Certaines, comme Michelle Zancarini-Fournel ou Elsa Boulet, ne partagent pas toutes ses convictions, et déplorent un manque de rigueur dans le chapitre sur le MLF, qui semble polariser les critiques plus que le reste du livre. Toutes ces autrices reconnaissent également des partis pris et la focale mise sur la Réunion au détriment des autres DOM. Néanmoins, elles saluent un travail fondateur et nécessaire, ce qui explique que l'ouvrage ait déjà été cité 61 fois³². Son détour par l'histoire nous invite à nous poser des questions essentielles sur ce que nous souhaitons faire advenir de notre société actuelle, pensée dans une dialectique entre territoires métropolitain et ultramarins³³, afin de ne pas reproduire les erreurs d'une démocratie à deux vitesses.

Pour finir, on pourrait reprocher à Vergès un titre légèrement trompeur, où la question féministe du « ventre des femmes » est englobée dans une perspective beaucoup plus large (antiraciste et anticapitaliste). Ce serait méconnaître ses positions : en tant que féministe décoloniale, elle milite

³⁰ Chercheuse associée en histoire à l'Université de Genève, elle dit du Ventre des femmes qu'il est « un livre d'histoire, certes, mais [...] aussi l'entreprise d'une militante qui travaille sur sa propre histoire et qui figurera bientôt parmi les classiques des Gender Studies aussi bien que des Postcolonial Studies ». Petrella, Sara, « Françoise Vergès, Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme, Paris, Albin Michel (Bibliothèque des Idées), 2017 ». In: ASDIWAL. Revue genevoise d'anthropologie et d'histoire des religions, n°13, 2018. pp. 229-234.

³¹ Sociologue française, autrice de *Féminismes islamiques*, 2012 (2^e éd. 2020), La Fabrique.

³² D'après Google Scholar, consulté le 26.10.2020, <https://scholar.google.fr/>.

³³ Vergès, Françoise, « Le Nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc ». Frantz Fanon, esclavage, race et racisme, *Actuel Marx*, 2005/2 (n° 38), p. 45-63.

pour « un féminisme qui, tout en reconnaissant qu'il y a une domination masculine, ne se focalise pas sur la question de l'égalité de genre³⁴ ».

³⁴ Vergès, Françoise, « Françoise Vergès : "Après la décolonisation, l'histoire coloniale et raciale disparaît dans la construction du récit féministe français" », 01.03.2018 (rediffusé le 23.04.2020), entretien avec Nedjma Bouakra pour France Culture, disponible sur : <https://www.franceculture.fr/>.

Bibliographie

- Académie Française, Dictionnaire, disponible sur : <https://www.dictionnaire-academie.fr/>.
- Ali, Zahra, « Françoise Vergès, Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme », Lectures [Online], Reviews, Online since 27 September 2017.
- Boé, Julie, « Revenus et pauvreté à Mayotte en 2018. Les inégalités de niveau de vie se sont creusées », juillet 2020, Insee Analyses, n°25, disponible sur : <http://www.epsilon.insee.fr/>.
- Boulet, Elsa, « Françoise Vergès : Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme », 2019, Éditions Antipodes, Nouvelles Questions Féministes, 2019/1 Vol. 38, pp.187-190.
- Centre national de ressources textuelles et lexicales, disponible sur : <https://www.cnrtl.fr/>.
- Césaire, Aimé, Lettre à Maurice Thorez, 24.10.1956, disponible sur : <https://lmsi.net/>.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine, « Françoise Vergès : Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme », 2016, De Boeck Supérieur, Afrique contemporaine, 2016/4 N° 260, pp.113-115.
- Dorlin, Elsa, Black feminism : Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000, 2008, éd. L'Harmattan.
- Glénat, P. et C. Lesdos-Cauhapé, « Une pauvreté marquée dans les DOM, notamment en Guyane et à Mayotte », juillet 2020, Insee Premières, n°1804, disponible sur : <http://www.epsilon.insee.fr/>.
- Gouvernement français, « Mutilations sexuelles féminines », 2020, <https://arretonslesviolences.gouv.fr/>.
- Irigoin, Janine, Collection originale de lois et décrets (juillet 1940-septembre 1944), 1987, Archives nationales, registre disponible sur : <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>.
- Lallab, Association féministe et antiraciste, site Internet : <http://www.lallab.org/>.
- Lopez, Albert, La population réunionnaise : histoire d'une transition démographique, 1995, Expressions, Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) Réunion, pp.27-47. hal-02403820f
- Marie, Claude-Valentin et Jean-Louis Rallu, « Migrations croisées entre DOM et Métropole : l'emploi comme moteur de la migration », 2004, Espace, populations, sociétés, 2004-2, pp.237-252.
- Mouvement de Libération des Femmes (MLF), Hymne des femmes, 1971, disponible sur : <http://bcd.bzh/>.
- MWASI, Collectif Afroféministe, site Internet : <https://www.mwasicollectif.org/>.
- Petrella, Sara, « Françoise Vergès, Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme, Paris, Albin Michel (Bibliothèque des Idées), 2017 ». In: ASDIWAL. Revue genevoise d'anthropologie et d'histoire des religions, n°13, 2018. pp. 229-234
- Vergès, Françoise, « Françoise Vergès : "Après la décolonisation, l'histoire coloniale et raciale disparaît dans la construction du récit féministe français" », 01.03.2018 (rediffusé le

23.04.2020), entretien avec Nedjma Bouakra pour France Culture, disponible sur : <https://www.franceculture.fr/>.

Vergès, Françoise, « Le Nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc ». Frantz Fanon, esclavage, race et racisme, Actuel Marx, 2005/2 (n° 38), p. 45-63.

Vergès, Françoise, Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme, 2017, éd. Albin Michel, coll. « Bibliothèque Idées ».

Vergès, Françoise, Un féminisme décolonial, 2019, Paris, La Fabrique.

Zancarini-Fournel, Michelle, « Françoise VERGÈS, Le Ventre des femmes : capitalisme, racialisation, féminisme », 2019, Clio, no 50, rubrique « Clio a lu ».